

## COMPTE RENDU

# REUNION DE LA TASK FORCE SUR LA PREVENTION ET LA GESTION TERRITORIALE DES CRISES

Strasbourg - 23 mai 2018 - 13h30-17h00



## Territorial Prevention and Management of Crises UCLG Taskforce



### I/ Rappel de l'ordre du jour

#### **Session I : 13h30-15h30**

- *Tour de table :*
  - 📅 Retour sur les activités passées de la Task Force
  - 📅 Présentation des projets actuels clés développés par des membres dans le champ de la prévention et de la gestion territoriale des crises
- *L'agenda 2018 :*
  - 📅 Activités clés et livrables à promouvoir (quelques idées) :
    - Augmenter les adhésions au groupe de travail : activités à mettre en place avec les sections régionales de CGLU : séminaires sur "l'engagement des autorités locales dans le secteur des crises et de l'action humanitaire" ?
    - Définir un protocole d'intervention : document écrit ;
    - Préparer un projet de texte sur la "position" de CGLU sur le rôle des autorités locales dans la prévention et gestion territoriale des crises ;
    - Échanger autour de l'idée de construire une base de données d'experts techniques à mobiliser en temps de crise, dans une approche "peer-to-peer" de la coopération ;
    - Impliquer la Task Force dans les activités de l'Alliance mondiale pour les crises urbaines -GAUC- (expliquer les perspectives et agendas des différents groupes de travail);
- Présentation du programme de "renforcement de l'action humanitaire par la promotion des

approches locales et l'engagement effectif des acteurs locaux”.

- Présentation du manuel SPHERE et des standards pour l'intervention humanitaire et la gouvernance locale (comment amener cet engagement naissant des autorités locales et de l'aide humanitaire ensemble vers une nouvelle étape ? Quelle devrait être la prochaine étape à mettre en place dans cet espace ouvert qu'est le projet SPHERE ? Que devrions-nous donner et que devrions attendre en tant que CGLU ?

**Session II : 15h30-17h00** (session commune avec l'Alliance Mondiale)

**15h30-15h45** : mots de bienvenu de Roland Ries, maire de Strasbourg, président de Cités Unies France, co-président de CGLU et d'Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU

Avec la présences de maires du Liban, d'Ouganda, d'Haïti et de République centrafricaine.

1. **Nicolas Wit**, directeur adjoint de Cités Unies France + autres membres de la Task Force : comment la Task Force de CGLU peut-elle mieux interagir avec l'Alliance Mondiale pour les crises urbaines et ses membres ?
2. **Filiep Decorte**, UNHABITAT : depuis ces deux dernières années, quels sont les progrès visibles (selon les différentes perspectives de chaque paneliste) que l'on peut noter au sujet des principaux enjeux du Sommet humanitaire mondial tel que la thématique de la localisation et le nexus « humanitaire/développement » ? :

🌐 **Jennifer Musisi**, directrice exécutive, ville de Kampala ;

🌐 **Emile Nakombo**, maire de Bangui.

II/ 1ère Séance : réunion de la Task Force / 13h30-15h30





Lors d'une crise, une série d'acteurs, qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble, interviennent et il est, à l'heure actuelle, particulièrement compliqué d'adopter une démarche d'action commune.

Le groupe de travail de CGLU sur la question des crises s'est formé suite au tremblement de terre qui a frappé Haïti en 2010 et par la suite, en 2014, lors d'une mission politique organisée par Cités Unies France autour des frontières syriennes, dans les pays confrontés à l'afflux massif de réfugiés syriens. La Fédération canadienne de municipalités, Cités Unies France et l'Association des communes néerlandaises - VNG International – avaient alors réussi à mener un **travail conjoint de renforcement de capacités** auprès de quatre municipalités haïtiennes. L'Union des municipalités de la Turquie s'était jointe aux trois associations pour lancer le groupe de travail. C'est dans cet objectif de travail commun que la Task Force doit continuer à travailler.



Si des particularités existent, bien sûr, pour chaque crise, des phénomènes communs ressortent des nombreux exemples évoqués. L'un des principaux défis rencontrés au cours de ces dernières années est celui d'un **flux de migration important**, des personnes qui fuient leur pays en crise ou des **déplacés internes**. Toutes ces crises sont amplifiées par une **urbanisation croissante**.

***De nombreux exemples ont été donnés autour de cette question des migrants :***

- L'agence de coopération internationale de l'Association des communes néerlandaises - VNG International – a, entre autres, un programme en Jordanie et au Liban sur les flux syriens et la pression qu'ils exercent sur les collectivités territoriales. En Jordanie, un travail conjoint avec les Nations Unies et les collectivités est mené. Un groupe de travail avec une grande variété d'acteurs - universitaires, ONG, collectivités, ... - a notamment été créé rapidement pour penser à l'avenir des camps de réfugiés. L'année dernière, ils avaient mené un autre projet en Ouganda sur les flux de réfugiés du Sud Soudan et de la RDC.  
L'agence possède également un programme de formation pour les agents et les maires des collectivités pour qu'ils puissent gérer et interagir pendant une crise.  
Un programme touchant à la même thématique sera mis en place en octobre prochain au Liban.
- La Fédération canadienne des municipalités (FCM) a réitéré son soutien à ce groupe de travail. Il a été souligné l'absence d'un protocole pour une vraie collaboration au niveau des acteurs multi-niveaux qui permettrait d'éviter les opportunités ratées, les doublons, le manque de temps... La FCM est présente en Haïti depuis de nombreuses années et travaille avec les pouvoirs locaux. Elle travaille également en Jordanie sur les réfugiés venant de Syrie. Le Canada s'intéresse aussi particulièrement à l'impact environnemental. En effet, le Canada souffre du changement climatique et connaît, sur son propre territoire, des déplacements de population importants.

- La Turquie est confrontée, comme d'autres pays de la région, à une grave crise humanitaire avec le flux de réfugiés syriens et les tensions entre habitants des communautés d'accueil et réfugiés sont une problématique centrale.  
Avec l'Agence turque de Gestion des catastrophes et des situations d'urgences - AFAD - le gouverneur coordonne les maires mais aussi les autres responsables locaux. Les municipalités sont chargées du suivi de la gestion des crises. L'AFAD est le responsable principal ?, et les gouvernements locaux coopèrent avec les ONG.  
Par ailleurs, le rôle des jeunes est considéré comme primordial. Il existe une initiative - lancée dans différentes régions du monde : les conseils urbains de jeunes. Plusieurs conseils de jeunes sont très actifs dans le domaine humanitaire en Turquie. Dans l'un de ces conseils, à Istanbul, quatre réfugiés syriens occupent un siège ; ce conseil est régulièrement consulté par les collectivités et ses avis sont transmis au niveau central par le biais de l'union des municipalités de la Turquie.
- Au Liban, Cités Unies Liban travaille avec les municipalités libanaises depuis 20 ans et a de nombreux programmes de formation. Cependant, les ONG internationales qui s'appuient sur des ONG locales ont leur propre agenda et il serait intéressant qu'elles se coordonnent davantage avec Cités Unies Liban pour un travail plus efficient et efficace.
- Le secrétaire général de CGLU Afrique a rappelé que lors d'une récente catastrophe, l'absence de la Task Force s'est fait sentir. En revanche, les collectivités territoriales ont été les premières à apporter leur soutien, et sont souvent les premiers acteurs à intervenir quand une ville est frappée par une catastrophe. Pourquoi ne pas alors traduire cette solidarité en vrais projets d'aide quand une catastrophe frappe un territoire. Comment la Task Force pourrait intervenir à cet égard ?
- Le maire de Jérémie témoigne : suite à l'Ouragan Matthew, lorsque les ONG sont arrivées, elles ont négligé les municipalités. L'initiative IMPACT-CUF, dans le cadre du programme pilote soutenu par ECHO, a été très positive. Le soutien de Cités Unies France à la ville de Jeremy a permis l'élaboration d'une étude sur la question des déchets solides que le maire a pu partager avec le PNUD. Celui-ci propose aujourd'hui à la commune un programme d'aide d'environ 4 millions d'euros sur la même thématique.

Quand une catastrophe a lieu dans un territoire, l'aide est d'abord portée, de façon logique, aux victimes par les ONG, mais il n'y a aucune prise en compte des collectivités territoriales ni à ce moment ni par la suite.

Il est pourtant extrêmement important de passer par l'association des maires qui redirigera ensuite vers les municipalités, pour avoir une action efficace et coordonnée. Il faut d'ailleurs sensibiliser les associations de collectivités territoriales à cette nécessaire articulation collectivités locales/associations humanitaires.

Deux pistes principales de travail ont été retenues :

1/ Le **recensement des besoins des collectivités territoriales** : cette action part du constat que les ONG qui interviennent ne sont pas outillées pour interagir avec les collectivités et que parfois également, les collectivités, fragilisées et sans moyens, ne savent pas non plus comment travailler avec les ONG. La Task Force doit travailler sur une évaluation (*assessment*) des besoins des collectivités.

2/ Un recentrage sur la **question de la gouvernance** : lors d'une crise, les gouvernements locaux sont la plupart du temps exclus des prises de décision. Les Nations Unies ne prennent pas en compte les collectivités et oublient le principe de subsidiarité alors que les autorités locales sont les premières à se retrouver au cœur de la crise.

*Pour que ces principes se transforment en actions, il faut tenir compte des trois processus en cours à l'échelle mondiale : l'Agenda mondial, la « Grande Négociation du Sommet d'Istanbul » (« Grand Bargain ») et les ODD.*

Pour pouvoir atteindre ce travail conjoint entre ONG et autorités locales, il est nécessaire de créer un document qui corresponde à un **protocole d'intervention avec des lignes de conduite pour une intervention de collectivité à collectivité mais aussi d'ONG à collectivité et de collectivité à ONG.**

Cet exercice pourrait par la suite être poussé encore plus loin, pour chaque pays et permettre aux acteurs internationaux d'avoir rapidement **accès aux bons contacts.**

Par ailleurs, VNG international a présenté le **Manuel Sphère** : la *Charte humanitaire et les standards minimums de l'intervention humanitaire*. Lors de la dernière révision de cet outil, l'accent a été mis sur l'adaptabilité de ce manuel aux gouvernements locaux et la place accordée à ces derniers. La version finale est en cours et a davantage inclus les gouvernements locaux. Il pourrait cependant être pertinent de rédiger une **petite note d'utilisation** de ce manuel spécifiquement **pour les collectivités. Ce travail pourrait être fait au sein du groupe de travail n°1 de l'Alliance mondiale sur les crises urbaines, puisqu'il travaille déjà sur un protocole humanitaire.**

Une question reste en suspens, celle de la prise en compte de la **période post-crise**. Il est nécessaire qu'il y ait une planification post-crise au moment de la planification « dans » la crise. Le maire de Jérémie, par exemple, a déploré le manque de travail sur l'atténuation des crises. Début juin démarre la prochaine période cyclonique sans qu'il existe, pour le moment, d'instrument de prévention...

**Deux sessions importantes à venir, le congrès national de la région Asie Pacifique et Africités,** permettraient de commencer à travailler sur ce qui peut se faire avec les associations de pouvoirs locaux quand il y a une crise.

En conclusion, il a été rappelé l'importance d'une **politique partagée autour du plaidoyer de CGLU** et d'un document qui permettra de défendre le point de vue des collectivités territoriales au plus haut niveau mondial. Ce document permettrait aux collectivités de savoir comment interagir avec les ONG, comment leur apporter les informations pertinentes rapidement, mais cela servirait aussi aux ONG pour suivre une démarche commune de prise de contact avec les autorités locales. Par ailleurs, si la Task Force arrive à travailler plus en conformité avec la GAUC, il pourrait y avoir plus d'impacts.



- Cette deuxième session a permis de présenter un résumé de la réunion précédente aux nouveaux participants ainsi qu'aux membres de la GAUC, et d'avoir leur retour.
- La question des déplacés a également été soulevée lors de cette deuxième session. C'est une question très difficile qui touche directement les autorités locales puisqu'elle fait partie de la gestion de la ville.

*Exemple de Kampala :*

La capitale de l'Ouganda est une ville qui croît très rapidement et où de plus en plus de migrants et de réfugiés des pays alentours viennent s'installer en raison de crises qui touchent leurs pays. L'un des constats qui a été fait sur l'aide humanitaire apportée à Kampala est que les ONG traitent la crise au point où elle arrive et le temps qu'elle dure. Alors que pour une collectivité, une crise implique une **compréhension** qui doit être **exhaustive** et une **stratégie à long terme**. Notamment, doit être traitée cette question centrale des migrations et du taux d'urbanisation en constante augmentation (5% par an pour Kampala) qui entraîne un étalement urbain, lui-même provoquant une série de difficultés (problèmes d'eau potable, santé, ...). Les tensions entre population locale et réfugiés et migrants sont au cœur de ces difficultés car seuls ces derniers sont pris en compte par les ONG.

*Exemple de Bangui :*

La capitale de République centrafricaine doit elle aussi faire face à un afflux de déplacés internes, en plus d'une situation encore très tendue entre Banguissois. De nombreuses ONG s'y sont installées pour tenter de soutenir la population dans cette situation de crise latente. Cependant, le travail de

coordination entre ONG et autorités locales reste trop faible malgré une demande de la part de la mairie de Bangui d'être appuyée par les ONG et de travailler conjointement.

*Exemple de Jeremy :*

Le maire de Jérémie en Haïti a témoigné lui aussi du manque de coordination des ONG avec sa municipalité après la crise soudaine provoquée par l'ouragan Matthew. Pourtant, suite à une étude sur le système de gestion des déchets solides, menée par sa collectivité avec le soutien entre pairs de la municipalité de Gourbeyre (Guadeloupe), via Cités Unies France, l'équipe municipale a pu présenter ce diagnostic au PNUD qui a accepté de soutenir la mairie. Malgré une faiblesse matérielle certaine, le maire est légitime auprès de sa population et grâce à cet appui, la municipalité a pu exprimer clairement ses besoins.



- Une des priorités stratégiques de la GAUC est la compréhension partagée dans un lieu donné d'une crise. Le protocole doit donc être créé ensemble.

Trouver un terrain commun au travers d'un protocole est une première étape intéressante mais la question a été posée à savoir comment le décliner en protocoles locaux où chaque territoire aura ses particularités. Il est nécessaire de mieux cartographier pour pouvoir mieux aider.

Les ONG travaillent trop en silo alors que le gouvernement local est bien reconnu comme un outil d'efficacité et non comme un obstacle. Il faudra donc imaginer un système où l'on puisse avoir connaissance des capacités locales et un profil des compétences.



Une crise est toujours une raison pour renforcer la résilience d'une population ou d'un gouvernement local.

#### IV/ Résumé et Perspectives

La réunion de la Task Force a permis d'identifier des priorités et des pistes concrètes d'action. Elles sont résumées ci-dessous.

Le secrétariat de la Task Force, en concertation avec ses membres, finira avec le secrétariat général de CGLU, d'élaborer le plan d'action pour 2018, et l'allocation des fonds disponibles.

Vu les ambitions partagées, il faudra prévoir un agenda adéquat pour la mise en œuvre effective des actions.

#### **Récapitulatif des priorités des collectivités territoriales de la Task Force de CGLU sur la prévention et le management territorial des crises.**

L'objectif clé est celui de **collecter les besoins des collectivités locales** du Réseau Mondial sur une échelle plus grande. Les besoins que nous avons recensés au cours des années (et rappelés pendant les réunions en marge du BE de CGLU) peuvent s'organiser autour de 5 grands blocs :

- 1) le **partage de l'information** (« data sharing ») lors d'une crise. Les professionnels de l'humanitaire ont accès à et produisent (en le collectant avec des techniques souvent innovantes et performantes) un flux important d'informations (bénéficiaires, situation sur le terrain, etc.). Cette information n'est pas partagée de façon lisible avec les collectivités locales affectées. Le résultat est que les pouvoirs locaux (notamment les plus fragiles) ne maîtrisent pas correctement ce qui se passe sur leur territoire. A contrario, nous avons également le cas des pouvoirs locaux qui disposent d'informations (sur la population, sur les projets en cours etc..) qui ne sont pas prises en compte correctement par les humanitaires qui préfèrent se concentrer sur leur propre analyse de la situation (bénéficiaires, zone d'intervention). Il est vrai que le facteur temps joue un rôle important car les humanitaires apportent dans les premières phases une réponse rapide mais « banalisée » selon des modalités valables en toute situation. Les mêmes mécanismes sont ainsi reproduits sans les adapter au contexte. Le dysfonctionnement devient clair dès que la crise perdure dans le temps, sans qu'il y ait d'évolution dans l'approche des humanitaires. Il n'y a pas une réflexion sur le moyen terme et les acteurs publics ne deviennent pas des partenaires.

#### **Pistes d'activités :**

- Établir un **protocole** avec le secteur humanitaire qui puisse guider l'engagement entre les collectivités et les acteurs humanitaires, accompagné par un guide pour aider les collectivités à mieux comprendre le fonctionnement des humanitaires, et les humanitaires à mieux prendre en compte les collectivités ;
  - Poursuivre et renforcer le travail au sein de la GAUC notamment activités du WG1 (résilience urbaine)
- Mener une **évaluation** des besoins des collectivités membres : besoins que l'on découvre quand une collectivité est confrontée à une crise et, plus globalement, les

besoins des collectivités pour assurer une vraie gouvernance en situation de crise, notamment vis à vis des humanitaires ;

- Organisation d'une table ronde technique lors du prochain congrès de la section Asia Pacifique de CGLU (ASPAC) (septembre)
  - Organisation d'une table ronde technique lors du prochain congrès d'AFRICITES (décembre).
- Pour être plus visible, rassembler les **bonnes pratiques** existantes, pour mettre à disposition de tous des informations facilement accessibles et utilisables ;
    - Participation à l'étude réalisée par le WG4 de la GAUC sur la résilience / autres initiatives ;
  - **Créer un outil dynamique** (une application ?) au service des CT et des agences de l'humanitaire afin de partager l'information lors d'une crise (cartographie, projets en cours ou préexistants, présence sur le terrain ...); cette idée pourrait être soumise à des partenaires membres de la GAUC pour la conception et la création de l'outil ;
    - Tout d'abord **rendre l'information** de base du Réseau CGLU (sections régionales, associations des pouvoirs locaux, qui fait quoi ? Contacts) **lisible** et disponible. Cette activité pourrait être l'une des activités à mener dans le cadre des deux tables rondes citées plus haut.

**2) Prendre part aux processus de décision.** Permettre aux collectivités locales de participer activement au processus de décision lors d'une crise et notamment dans les phases de mise en place des projets d'aide par **une véritable coordination locale**.

#### **Pistes d'activités :**

- Il s'agit ici de renforcer le **plaidoyer de la Task Force** et de CGLU au niveau international :
  - ☞ Assumer et revendiquer le **pouvoir d'influence** de CGLU au sein du Think Tank « alliance mondiale pour les crises urbaines » (GAUC) ;
  - ☞ Rédiger un **document politique** (« **policy paper** ») de CGLU sur le rôle des CT, leurs besoins etc, à adresser aux principaux partenaires de CGLU au plus haut niveau. Renforcer le rôle du conseil politique de CGLU sur la question de la résilience. Et aussi comment alimenter le débat du conseil politique.
  - ☞ **Partenariat stratégique avec OCHA** pour la mise en place d'actions en direction des collectivités locales (formation ... ; autres).

**Lier l'urgence au développement (NEXUS).** C'est le cœur du sujet. Il existe un fil conducteur de plus en plus visible entre l'agenda urbain mondial, les objectifs du développement durable et le Grand Bargain (Agenda for Humanity - processus de refonte du système humanitaire), notamment pour les crises en milieu urbain. Les collectivités peuvent jouer un rôle clé **de chaînon manquant entre l'urgence et le développement**. Par exemple, la planification urbaine est une phase clé à réfléchir et à lancer dès que la crise frappe un territoire. Les bailleurs ont lancé assez clairement ce processus de refonte (voir dernier document stratégique DEVCO).

### Pistes d'activités :

- Rehausser le **plaidoyer de CGLU en direction de l'Union Européenne** (prochain partenariat stratégique) ;
- Rehausser le **plaidoyer de CGLU en direction des Nations Unies** (événements clé : prochain Congrès mondial de CGLU en 2019 et prochain Forum Urbain mondial) ;
- **Renforcer la Task Force.**

### 3) Renforcer les capacités des collectivités pour faire face à une crise.

- Défendre, dans le plaidoyer, le fait que lors d'une crise il faut investir pour renforcer les capacités des collectivités territoriales et notamment les plus fragiles. Chaque intervention humanitaire doit prendre en compte concrètement la durabilité du projet et l'enjeu des acteurs locaux, notamment ceux des collectivités locales. Renforcer et investir dans l'existant plutôt qu'à chaque fois réinventer.

### 4) Créer un réseau mondial capable de **venir en aide** de ses membres en cas de crise.

### Pistes d'activités :

- Explorer, à terme, la faisabilité de possibles levées de fonds auprès des membres de CGLU pour soutenir des collectivités en situation de catastrophe, via un appel aux dons de la Task Force.



## Conseil Politique de CGLU « Des villes plus sûres, résilientes, capables de répondre aux crises et durables »

Rappel des principales conclusions de la réunion de la Task Force

**Sami Kanaan**, maire de Genève, président de la Task Force de CGLU pour la prévention et le management des crises.

### 1/ Constats

- ☛ La prévention et la gestion territoriale des crises sont des sujets importants pour les membres de CGLU
- ☛ La Task Force de CGLU sur ces sujets a réussi à inviter les collectivités locales à la table des discussions avec l'ONU, les grands bailleurs internationaux et les humanitaires

### 2/ Etat des lieux

- ☛ Les collectivités locales sont loin de pouvoir toutes se doter de moyens pour répondre aux crises ;
- ☛ CGLU n'est pas organisée pour faciliter l'entraide entre collectivités ;
- ☛ Le réseau CGLU est peu visible sur ces questions et connaît mal les besoins de ses membres en la matière ; manque de moyens humains ou de ressources affectées.

### 3/ Propositions d'actions et livrables à initier

- ☛ Etablir un protocole avec le secteur humanitaire, qui puisse guider l'engagement entre les Collectivités et les acteurs humanitaires, accompagné par une guide pour aider les Collectivités à mieux comprendre le fonctionnement des humanitaires, et les humanitaires à mieux prendre en compte les Collectivités ;
- ☛ Mener une évaluation des besoins des collectivités membres : besoins que l'on découvre quand une collectivité est confrontée à une crise et, plus globalement, les besoins des collectivités pour assurer une vraie gouvernance en situation de crise, notamment vis à vis des humanitaires ;
- ☛ Pour être plus visible, rassembler les bonnes pratiques existantes, pour mettre à disposition de tous des informations facilement accessibles

### 4/ Mais aussi :

- ☛ Assumer et revendiquer le pouvoir d'influence de CGLU au sein du Think Tank « alliance globale pour les crises urbaines » : contribution à la rédaction de plaidoyer, à la production de livrables, etc
- ☛ Explorer, à terme, la faisabilité de possibles lever de fonds auprès des membres pour soutenir des collectivités en situation de catastrophe, via appel aux dons de la Task Force



## Global Alliance for Urban Crises: Working Group Initiatives and Commonalities across Working Groups

**Draft 11 Dec. 2017**

### WG\_1: Urban Profiling

#### 1/Refine, systematize, and implement urban profiling tools

1. Review existing urban profiling toolkits
2. Produce urban profiling toolkit
3. Enhance profiling in 3 fragile cities

#### 2/Engage local authorities

1. Document past and ongoing urban crisis responses
2. Engage in structured dialogue with local authorities
3. Produce protocol for municipal-humanitarian partnerships
4. Train and pilot area based coordination

**OUTPUTS:** Urban Profiling Toolkit review, Consolidated Urban profiling toolkit, protocol for municipal-humanitarian partnerships

### WG 2: Urban Expertise

#### 1/Kick-start urban expertise support structures

1. Mapping of existing roster capacity to respond to urban crises.
2. Pilot field deployments of experts in a variety of humanitarian missions and urban settings.
3. Create and develop a sample regional roster.
4. Develop a curriculum to support training on urban humanitarianism.

#### 2/Align existing initiatives/activities to the strategic objectives

1. Map existing activities that support local capacities via deployment/technical assistance/training
2. Map linkages of WG\_2 initiatives and the other working groups
3. Partnerships with local stakeholders (8 members)
4. Assess capacity and engagement with local infrastructure (8 members)

**OUTPUTS:** Competency framework, pilot deployments, regional roster, training curriculum

### CROSS WG INITIATIVES & OUTPUTS

- **Urban profiling review and consolidated toolkit** (WG\_1/3 with WG\_2/4 support)
  - **OUTPUT:** Urban Displacement Toolkit (WG\_1/3 lead)
- **Review of past and current urban response characteristics** (WG\_4 with all others supporting)
  - **OUTPUT:** Member survey (WG\_4 lead)
- **OUTPUT:** Urban displacement scoping paper (WG\_3 lead)
- **Effective local stakeholder engagement** (all WGs)
  - **OUTPUT:** Coordination protocol (WG\_1 lead)
- **Pilot toolkits, deployments, and approaches** (WGs\_1/2/4)

### WG\_3: Urban Displacement

#### 1/Build a robust understanding of urban displacement

1. Scope the spatial and temporal dimensions of urban displacement
2. Quantify and qualify costs/benefits to cities hosting displaced populations
3. Change the practice of engagement between international and local actors
4. Map and develop tools for urban planning and profiling

#### 2/Align existing initiatives/activities to the strategic objectives

1. Define the characteristics of urban displacement (3 members)
2. Cost/benefit of urban responses to displacement (2 members)
3. Partnerships with local stakeholders (8 members)
4. Assess capacity and engagement with local infrastructure (8 members)

**OUTPUTS:** Urban Displacement Scoping Paper, Consolidated Urban Profiling Toolkit

### WG\_4: Urban Resilience

#### 1/Develop the Resilience Approach to Urban Crisis Response

1. Map existing approaches to building urban resilience
2. Define a set of fragility criteria to assess where the GAUC can add value
3. Change the practice of engagement between international and local actors
4. Develop policy guidelines for a resilience-informed approach to urban crises, drawing on the outputs of GAUC working groups

#### 2/Align and promote resilience building activities and advocacy

1. Map existing and planned projects from Global Alliance members
2. Solicit buy-in and support of organizations actively promoting the resilience agenda

**OUTPUTS:** Resilience Framework Approach, Urban Profiling Toolkit